Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

136-137 | 2014

Désirs d'éthique. Besoins de normes ?

Les politiques du genre face au conflit

Guerre de la drogue et politiques de genre au Mexique

Wartime Gender Politics in Mexico. War Against Drug Trafficking and the Politics of Gender in Mexico

Mathieu Caulier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4653>

DOI : 10.4000/jda.4653

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 2 juin 2014

Pagination : 303-324

ISBN : 978-2-9539599-5-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Mathieu Caulier, « Les politiques du genre face au conflit », *Journal des anthropologues* [En ligne], 136-137 | 2014, mis en ligne le 02 juin 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4653> ; DOI : 10.4000/jda.4653

LES POLITIQUES DU GENRE FACE AU CONFLIT

Guerre de la drogue et politiques de genre au Mexique

Mathieu CAULIER*

J'ai esquissé ailleurs l'analyse de la genèse d'un « champ du genre » ou « espace social du genre » au Mexique, formé d'organisations de femmes, féministes ou non, et principalement centré sur les problématiques de santé et de droits reproductifs. Ce champ d'actrices et d'organisations a grandement contribué à placer au cœur de l'agenda politique, de la seconde moitié des années 1990 au milieu de la décennie suivante, les problématiques de rapports sociaux de sexe/genre.

Les conditions du déploiement de politiques publiques d'inspiration féministes furent facilitées par un soutien international considérable, notamment de la part des fondations philanthropiques étasuniennes (Caulier, 2012). Le milieu des années 1990 vit également le développement d'un contexte particulièrement favorable grâce au soutien de l'administration fédérale américaine à la refonte des politiques de population au niveau mondial et à la redéfinition des priorités des politiques de l'USAID (United States Agency for International Development) en matière de développement et de population. Ce climat favorable au développement d'un programme politique d'inspiration féministe au Mexique se marqua

* Anthropologue – 5 rue de Péronne, 80800 Villers-Bretonneux
CESSMA-Paris 7.
Courriel : matcaulier@gmail.com

également dans la création de l'Instituto de la Mujer au niveau fédéral et d'instituts provinciaux et municipaux. Peu à peu développée et « transversalisée¹ », la perspective de genre devint un outil de visibilisation des problématiques de rapports sociaux de sexe auprès de l'État, des pouvoirs locaux mais aussi de la population, à travers les relais médiatiques qui ont pu en être faits.

En 2012, le panorama institutionnel et politique semble nettement moins enthousiasmant. La violence est devenue la préoccupation majeure des décideurs politiques et de la population. Alors que pléthore de travaux se penchent sur la violence envers les femmes au Mexique (Azaola, 2008 ; Lagarde, 1990 ; Castro, 2004 ; Castro & Cacique, 2011, etc.) et que de nombreux autres s'attachent à étudier les cartels et le trafic de drogues (Ravelo, 2011 ; Valdez, 2011), le questionnement sur les orientations des politiques publiques face à cette quasi guerre reste ouvert. Certain-e-s semblent indiquer une répression pesant avant tout sur les plus pauvres et notamment les femmes indigènes (Hernández Castillo, 2008) dans le cadre de cette lutte, d'autres imputent clairement à la violence criminelle un accroissement rapide des violences envers les femmes dans un contexte d'impunité juridique, ce qui semble appuyer une interrogation majeure sur l'avenir des politiques « avec perspective de genre » au Mexique. Dès lors, je souhaite questionner les difficultés croissantes à produire des politiques « avec perspective de genre » dans un contexte de montée en puissance de la violence et de la force armée alors que, premièrement, l'État tend à réduire les crédits alloués au développement des programmes de santé et d'éducation favorable à l'amélioration des conditions de vie des femmes, deuxièmement, que la focale politique et sociale est bloquée sur le conflit et omet l'explosion spécifique des violences faites aux femmes tandis qu'ONG et groupes militants tentent, avec peu de moyens, de replacer les politiques de genre au cœur de l'agenda national.

¹ Transversalización est la traduction espagnole de *mainstreaming*.

Le contexte des politiques « avec perspective de genre » au Mexique depuis 1990

Le Mexique a connu de nombreuses évolutions durant la décennie 90 en matière d'intégration du genre dans les politiques publiques. Le principal mouvement fut l'œuvre du mouvement en faveur de la santé et des droits reproductifs (Caulier, 2009, 2011 & 2012). Ce mouvement est parvenu à s'adosser à des organisations féministes internationales mais surtout à obtenir un soutien politique et financier des grandes fondations philanthropiques étasuniennes. Ce soutien fut essentiel pour légitimer l'action des groupes de femmes œuvrant en faveur de la réforme des politiques de population et biopolitiques coercitives. Les ONG qui naquirent de ce mouvement ainsi que les militantes féministes prenaient leurs racines dans des mouvements féministes qui avaient déjà eu des relations importantes avec les syndicats et les appareils de partis (Caulier, 2012). Leurs connexions auprès des femmes députées et des membres du gouvernement *priista*² permit d'influer progressivement sur la chambre des député-e-s. Les ONG, les groupes de femmes, les experts en santé publique prônant l'étude des rapports sociaux de sexe/genre, les anthropologues de la sexualité en sont venus à constituer des espaces sociaux du genre dans des villes de province et ont appris à se mobiliser contre les pouvoirs politiques (Caulier, 2011) et à avancer la mise en adéquation des politiques avec les accords internationaux ratifiés par les gouvernements mexicains successifs.

Cependant, ce fut surtout l'intégration de la République mexicaine à l'ensemble nord-américain par le biais des accords nord-américains de libre commerce (ALENA³) qui joua le plus grand rôle en imposant une « normalisation » démocratique du Mexique sur le modèle étasunien. Cette normalisation amena l'État fédéral

² Le *Partido de la Revolución Institucional*, PRI, fut pendant 70 ans au pouvoir au niveau fédéral. Ce fut une véritable machine électorale se confondant avec l'appareil étatique.

³ Également connu sous son acronyme anglophone : NAFTA (North American Free Trade Agreement).

mexicain à une incorporation formelle des problématiques « de genre » au sein de ses administrations et à développer les premiers programmes publics incluant le « genre ». De même, dans la ville de Mexico (Distrito Federal), l'arrivée au pouvoir de la gauche amena une création de programmes institutionnalisés de promotion de la parité et de défense des droits des femmes (entretien de l'auteur avec Luz Rosales, ancienne directrice de l'Instituto de las Mujeres del Distrito Federal, mars 2007). Un premier programme fut développé sous la direction du leader historique de la gauche, Cuauhtémoc Cardenas, puis l'institutionnalisation s'amplifia pour aboutir à un institut aux prérogatives étendues :

L'Institut est né d'une demande ancienne des mouvements de femmes à Mexico. Quand la gauche est arrivée au pouvoir, quand est arrivé « l'ingénieur » [titre, comme maître ou docteur-e] Cardenas [Cuauhtémoc Cardenas, fils d'un des présidents les plus célèbres du Mexique, a été leader de la gauche depuis les années 1980 jusqu'en 2000]. Au début, il n'y avait qu'un programme. Le Programme de la femme [Programa de la mujer]. Peu après, Rosario Robles est arrivée au pouvoir. Elle était à la Secretaria de Gobierno de la capitale. C'est elle qui transforma le Programme en Institut. Avec une loi, un budget... Et comme tous nos services sont gratuits, nous sommes passés d'un rattachement du gouvernement [Secretaria del gobierno] à celui du développement social (entretien avec Guadalupe de la Garza, directrice de l'unité de l'Instituto de las Mujeres del D. F. de la délégation Benito Juarez, mars 2007).

De nombreux États suivirent cet exemple, bien qu'avec nettement moins de moyens humains et financiers, comme certaines militantes l'expliquent :

Nous avons avancé la loi de création de l'Institut des femmes de l'État de Morelos, nous avons préparé la loi, mais depuis le début, il a été pris dans les filets du PAN⁴, donc par des femmes de droite... Malgré les formations qu'elles ont reçues, elles ne savent pas quoi faire de l'Institut. Depuis sa création, il y a eu cinq directrices... Il n'a toujours pas rempli son rôle et ce pourquoi il a été créé. Elles travaillent de manière purement « assistancielle », elles ne savent pas vraiment quoi en faire et elles ne nous écoutent pas. J'ai fait partie de

⁴ Partido de Acción Nacional. Parti catholique conservateur mexicain au pouvoir au niveau fédéral depuis 2000.

la direction, Flor aussi. Mais nous étions plus là en tant que femmes reconnues dans le thème que comme une organisation civile. Nous avons apporté quelque maigre amélioration, mais d'un autre côté, les décisions sont inaccessibles aux féministes. [...] Beaucoup [d'instituts des femmes] dans le pays sont ainsi, surtout ceux du gouvernement *panista*. Ils n'ont ni le leadership ni le niveau pour peser sur les politiques publiques. Il eût fallu que l'Institut possédât un niveau de secrétariat d'État pour pouvoir « transversaliser » toute la perspective de genre dans tous les programmes de l'État » (María Luisa Becerril Traffon, coordinatrice de CIDHAL, ONG de Cuernavaca, mars 2007).

L'État fédéral ne fut pas en reste et créa son propre Institut de la femme mais la plupart des activistes (rencontrées de 2005 à 2010) s'accordent pour dire qu'il est aux mains des conservateurs catholiques et ne défend pas réellement la « perspective de genre ». Les politiques du genre au Mexique prirent une tournure officielle avec l'arrivée au pouvoir de la gauche dans la capitale (PRD : Partido de la Revolucion Democratica) et celle de la droite conservatrice au niveau fédéral (PAN). Le premier président n'appartenant pas au PRI, Vicente Fox, tenta d'afficher un intérêt concret pour les politiques « avec perspective de genre ». La féministe et anthropologue Marta Lamas critiquait vivement cette posture de début de mandat du nouveau président qui entendait « inclure la perspective de genre dans les politiques publiques » (*Cimacnoticias*, 2001). Elle s'exprimait également ainsi en 2005 :

[...] Nous avons un président qui a dit en 2000 que son gouvernement allait avoir une perspective de genre et qui a été un désastre en la matière. Il n'a plus qu'une ministre femme, alors qu'elles étaient trois au départ. Il a créé un Instituto de las Mujeres totalement conservateur et qui n'a ouvert aucun dialogue et qui n'a pas fait avancer les questions de genre. Ce n'est qu'une rhétorique, des discours sur le genre sans perspective de genre. Il faut comprendre le poids de la culture dans les idées sur le masculin et le féminin (entretien de l'auteur avec Marta Lamas, octobre 2005).

Il serait difficile de passer en revue la totalité des institutions publiques censées prendre en charge les problématiques de genre au Mexique. On peut cependant rappeler que les organismes sociaux eurent à adopter une « perspective dans leur approche des politiques

publiques impliquant prioritairement les femmes. Les DIF (Desarollo Integral para la Familia), institutions de type familialiste (Lenoir, 2003), sont présents aux niveaux municipal et provincial et constituent un cas intéressant d'intégration du genre selon un mode familialiste. Fournissant des aides alimentaires, juridiques et financières par le biais des programmes sociaux, les DIF sont surtout sollicités par les femmes pour leurs enfants. Les DIF ont intégré la vulgate du genre à leur discours politique sans modifier leur morale familialiste pour autant. Les femmes restent, avant toute chose, perçues comme mères et épouses par les institutions, avec notamment la célébration annuelle de la fête des mères comme symbole de cette politique⁵. En 2005, plusieurs consultantes et activistes d'ONG déploraient la mise en place de politiques « avec perspective de genre » au sein des DIF, sans que personne ne sache concrètement quoi faire de ces nouvelles règles et normes au sein de ces mêmes institutions au niveau des municipalités (Barrera Bassols, 2005).

Ainsi, le contexte mexicain possède de nombreux atouts en faveur d'un développement généralisé de politiques incluant le genre. Mais, comme le déplorent militantes et analystes, la « perspective de genre » fut intégrée formellement sans que les moyens nécessaires à sa « transversalisation » ne fussent mis en œuvre. Soucieux de sa bonne image internationale de « démocrate » progressiste Vicente Fox tenta de donner des gages de politiques fédérales empreintes de genre mais avec un formalisme discursif qui surpasse nettement la réalité pratique de ces pratiques. Cependant, il faut considérer que la lente progression d'institutions spécifiques, destinées à produire des politiques publiques impliquant une perspective de genre, représentait un progrès conséquent par rapport à la neutralisation familialiste des femmes, toujours subsumées au sein d'unités domestiques et rarement appréhendées depuis les rapports sociaux de sexe/genre. La droite catholique conservatrice a bien tenté d'incorporer le genre dans la première partie du sextennat de Fox mais les signaux

⁵ http://www.dif.df.gob.mx/dif/boletines/nota_dinamica.php?id_boletin=48 (14/06/2012).

semblaient plus adressés à la Banque mondiale et au gouvernement Bush qu'à la population et aux femmes mexicaines. En 2006, Felipe Calderón remporta les élections présidentielles pour le PAN et engagea le pays dans une guerre contre les narcotrafiquants dont le pays n'est toujours pas sorti.

Depuis 2012, le PRI, qui dominait toujours de nombreux États, est revenu aux affaires en la personne d'Enrique Peña Nieto. Ce retour au pouvoir fédéral du PRI était un espoir de retour au calme qui ne s'est pas concrétisé. Le bilan est même plus alarmant que sous son prédécesseur. Plus de 20 000 assassinats ont déjà été commis depuis le début de l'année 2013 et plus de 70% sont imputables au narcotrafic.

De même, les féminicides posèrent déjà problème au nouveau président alors qu'il dirigeait l'État de Mexico, l'État de la grande banlieue de la capitale. C'est cet État qui compte depuis plusieurs années le plus fort taux d'assassinats de femmes du pays. Sous le gouvernement de Peña Nieto, de 2005 à 2010, les ONG locales estiment qu'il y a eu 922 féminicides, avec une forte augmentation du nombre de femmes assassinées pour les années 2011-2012. Selon Lia Limon, sous-secrétaire aux Affaires juridiques et aux Droits humains, plus de 40% des féminicides enregistrés l'ont été de 2010 à 2012 (Contreras Salcedo, 2013).

Coupes budgétaires, crise et violence généralisée

Le maintien d'un gouvernement de droite à la tête de l'État fédéral ne fut pas suivi d'une reconduction pure et simple des mêmes orientations de politique générale. Le nouveau président engagea le pays dans un conflit interne contre les principales organisations criminelles du pays. Cette nouvelle orientation passe de même par une militarisation sans précédent des activités de police sur le territoire mexicain, ce que la constitution mexicaine prohibe théoriquement (OCNF, 2008 : 22-23). La militarisation de la lutte contre les cartels de narcotrafiquants a profondément transformé la nature même du conflit latent opposant structures étatiques et organisations criminelles. Elle a officialisé une situation d'exception

dans le pays et fut le déclencheur d'une violence sans précédent depuis la fin de la Révolution mexicaine. Face à cette guerre intérieure, les institutions capables de résister furent peu nombreuses. Un des nombreux rapports de l'OCNF (Observatoire citoyen national du féminicide, *op. cit.* : 23⁶) incriminait également la Commission nationale des droits humains (CNDH⁷) dans la création, à partir de 2007, d'un climat d'impunité pour les crimes commis par les forces armées sur le territoire national. La présence des militaires dans les villes, les campagnes et sur les routes a occasionné une montée des violences commises par l'armée dans le pays.

Les violences commises par les militaires incluent, bien sûr, les tortures, viols et meurtres de femmes, considérées comme « butin de guerre » (OCNF, *ibid.* : 23-26). En 2006 (soit avant le lancement officiel de la guerre contre les *narcos*), un groupe de militaires sécurisant un village pour faciliter une incursion dans une zone de forte activité criminelle (État de Coahuila, nord du Mexique) tortura et viola collectivement 14 femmes du village (OCNF, *ibid.* : 24). Le juge qui eut à évaluer la gravité des faits ne condamna que 3 des 12 militaires accusés à des peines dérisoires. À travers ce cas, nous voyons à l'œuvre les dynamiques déchaînées par la guerre intérieure : recrudescence de la pression militaire et policière sur les populations civiles, violences, viols et meurtres de civils par des soldats, représailles des narcotrafiquants contre certaines populations et les forces de l'ordre occasionnant les désormais fameuses

⁶ Observatorio Ciudadano Nacional del Femicidio : organisation, composée de plusieurs dizaines d'ONG, qui produit des études et des rapports sur les divers féminicides du pays. L'ONG tâche également d'obtenir le soutien de député-e-s et des médias pour dénoncer les meurtres et la violence de genre.

⁷ Comisión Nacional de los Derechos Humanos : institution fédérale chargée de défendre l'accès des citoyens à la justice, de publier des rapports sur les graves infractions aux droits humains, de faire des recommandations à la chambre des député-e-s ou au gouvernement. Elle est supposée être indépendante de toute autre instance fédérale.

*balaceras*⁸ qui peuvent durer des heures dans les villes et villages où la police, l'armée et les cartels s'affrontent.

Cette militarisation fait peser un coût prohibitif sur les finances publiques et la bonne marche de l'État. Le simple transport de prisonniers étant devenu extrêmement dangereux, de même que le transport de troupes, l'utilisation d'avions s'est accrue de manière constante :

Nous sommes passés d'une flotte réduite à quelques avions pour la police fédérale à la fin des années 1990 à une véritable escadrille d'avions moyen-courrier pour transporter les effectifs d'une zone chaude à une autre. Les avions servent également à transporter les lieutenants et chefs des cartels arrêtés vers des prisons fédérales plus sûres. Tout ça a un coût considérable. En plus, il faut payer les pilotes comme moi, qui risquent leur vie dans ces opérations secrètes (entretien avec un pilote de la Policía Federal, mars 2007)⁹.

Le même constat peut d'ailleurs être fait pour l'armée, dont le budget augmente régulièrement, moins vite toutefois que les services de police¹⁰. Le chiffrage de la sécurité au Mexique semble totalement biaisé par le peu de transparence des dépenses faites au niveau des États et des municipalités, qui contrôlent leurs propres forces de police¹¹. Nous savons cependant que la Secretaría de Seguridad Pública a presque multiplié son budget par sept entre 2001 et 2011 alors que les dépenses de santé et d'éducation ont explosé pour la population et qu'une part toujours plus grande est à la charge des

⁸ Fusillades.

⁹ On verra également le rapport des chercheurs Bergman Harfin et Durán (2011) d'une ONG de recherche économique, le CIDE (Centro de Investigación y Docencia Económica).

¹⁰ La santé et l'éducation restent de loin les postes de dépense les plus élevés, cependant les dépenses de sécurité sont celles qui augmentent le plus vite : entre 2009 et 2010, le budget du ministère de la Défense a augmenté de 30% et celui de la Marine a doublé. Voir Reyes Tépac (2009). Il est, de plus, difficile de suivre les dépenses non fédérales qui constituent une part notable des dépenses en matière de sécurité.

¹¹ <http://mexico.cnn.com/nacional/2011/11/15/la-camara-de-diputados-aprueba-el-presupuesto-de-egresos-para-2012> (01/02/2014).

citoyen-ne-s (CIEP, 2011 : 18¹²). Ces coûts pèsent encore plus lourdement sur les femmes qui sont plus frappées par le chômage et le travail précaire que les hommes et bénéficient moins souvent d'une couverture maladie, réservée aux salariés, à moins de cotiser pour un régime indépendant, ce que peu de personnes font. De même, les dépenses de santé reproductive et maternelle ont globalement connu des coupes liées à la crise économique mais aussi des réductions dues à la priorité sécuritaire d'autres budgets. Par exemple, le projet de loi de finance pour l'année 2012 prévoit une diminution de 64% des fonds alloués à la santé reproductive et sexuelle des femmes (Cruz Jaimes, 2012a). Les divers programmes étatiques ont connu de sérieuses coupes budgétaires, contrastant avec ceux des institutions de sécurité publique. Le programme de lutte contre la mortalité maternelle a subi une baisse de 21%. Le programme Atención de la Salud Reproductiva y la Igualdad de Género en Salud a été amputé de plus de 64% en 2011. De même, les fonds dédiés aux soins de santé maternelle ont diminué d'environ 20 millions de pesos (Cruz Jaimes, 2012b).

Terre des féminicides

Les féminicides sont des meurtres de femmes fondés, et fréquemment justifiés, spécifiquement sur l'appartenance à un genre « féminin » (Radford, Russel, 1992 ; Lagarde, 1999). Ces meurtres ou assassinats sont la plupart du temps liés à la nature sexuelle du crime mais peuvent également marquer le pouvoir d'un groupe d'hommes sur un autre en utilisant le viol et le meurtre des femmes comme armes de terreur (comme dans la région des Grands Lacs). De même, l'infanticide des fillettes ou la sélection fœtale constituent des féminicides qui visent à supprimer un être de par sa qualité d'être féminin.

La violence comme climat général dans le pays, et son incidence évidente sur les priorités politiques, se rencontrent dans les statistiques officielles de l'INEGI (Instituto Nacional de

¹² CIEP : Centro de Investigación Económica y Presupuestaria.

Estadística, Geografía e Informática) et sur les rapports de la CNDH qui démontrent une véritable explosion des féminicides dans le contexte de « guerre larvée » actuel (de 1 083 à 1 929 meurtres et assassinats entre 2007 et 2009, source INEGI). De même, les agressions sexuelles (dénoncées aux autorités) sont passées entre 1999 et 2009 de 23 pour mille habitants à 27 pour mille (Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública). La ville de Ciudad Juarez, célèbre depuis la fin des années 1990 pour être la ville du « féminicide », a, elle, vu le nombre de meurtres de femmes identifiées passer de 31 en 2005 à 126 en 2009 (Comisión Especial para el Seguimiento de los Feminicidios, Cámara de Diputados, 2009), démontrant la réalité d'un *feminicidio* d'une ampleur bien plus dramatique que les années précédentes, sans que l'attention publique sur ces meurtres ne soit amplifiée. Ces faits statistiques démontrent une augmentation certaine des violences envers les femmes. Corollairement, la lutte contre le trafic de drogue, à travers la militarisation de l'État, dévoie une part de fonds publics destinés à la santé (notamment des femmes) et à la lutte contre les violences génésiques, notamment les viols et la prostitution forcée.

Au-delà des dépenses publiques, la justice rendue aux familles au Mexique est minimale. Alors que, comme nous venons de le voir, le nombre de féminicides a explosé ces dernières années dans le contexte national de croissance exponentielle des morts violentes¹³, la possibilité de mener des enquêtes approfondies pour la police et la justice est devenue matériellement limitée.

Les morts violentes qui frappent les femmes arrivent loin derrière, en termes de priorité, les fusillades et les exécutions entre narcotrafiquants et militaires. L'État de Mexico (*Estado de México*), qui constitue grosso modo la grande banlieue de la capitale est

¹³ Environ 13 000 directement attribuées aux cartels de trafiquants et aux forces de sécurité en 2011, près de 50 000 depuis 2006.
<http://www.eluniversal.com.mx/notas/828815.html> (19/06/2012).
Certaines ONG évoquent plus de 60 000 morts directement liés à la guerre « contre les narcos ».

exemplaire du peu de cas de meurtres de femmes et fillettes résolus, voire investigués sérieusement. Sur 922 assassinats de femmes enregistrés par la Procuraduría General de l'État entre 2005 et 2010, seulement 15% ont donné suite à une condamnation (ONCF, 2010 : 38-39). Malgré tous les discours « pro-genre » des divers leaders politiques, la justice ne fournit également pas plus que des informations statistiques à l'ONCF. En conséquence, le suivi sociologique et politique des cas particuliers s'avère presque impossible. Au-delà de l'ampleur terrifiante des féminicides dans le pays et du réel accroissement à la fois des meurtres/assassinats de femmes, la banlieue de Mexico s'avère être une zone de, presque, totale impunité qui connaît une augmentation comparable des morts violentes de femmes à celle des États du Nord¹⁴.

La violence : une affaire d'hommes en armes

D'autres exemples historiques latino-américains permettent quelques éléments de comparaison. La Colombie présente deux exemples historiques, l'un ancien et l'autre plus récent, propres au comparatisme. Durant la période appelée « La Violencia » de 1948 à 1966, plus de 200 000 personnes furent tuées suite aux divers conflits qui opposaient les deux principaux partis politiques du pays (Pissoat, 2000). Puis la Colombie connut une nouvelle époque de violence dans les années 1980-1990, liée aux cartels de narcotrafiquants et aux guerrillas qui firent également de nombreuses victimes. Le même genre d'impunité sociale et judiciaire existe dans les différents contextes. Mary Roldán décrivait, dans la Colombie de la violence des années 1950, la pratique généralisée des démembrements, tortures et « des mutilations sexuelles et des viols fréquents des femmes en face des membres de leur famille »

¹⁴ Le rapport de 2010, *Una mirada al feminicidio en México, 2009-2010*, México D.F. est très clair sur l'ampleur de la croissance des féminicides depuis le déclenchement de la guerre contre le narcotrafic : de 98 à 205 féminicides entre 2005 et 2010 dans l'État de Mexico, et une augmentation substantielle au niveau national : un quasi-doublement des assassinats de femmes.

(Roldán, 2002 : 12). Les exemples pourraient être étendus à d'autres régions, comme celle des Grands Lacs en Afrique (Seckinelgin, 2012) et nous retrouverions également les conditions d'une impunité de guerre pour les viols et les meurtres. Cependant, ce qui rapproche la situation mexicaine actuelle de la Colombie des années 1980-1990, c'est la présence d'organisations criminelles très puissantes qui luttent en bonne partie entre elles et contre les forces armées. La situation colombienne comprenait néanmoins des spécificités absentes du Mexique comme l'existence de guérillas « communistes » puissantes tenant des zones sylvestres très étendues. La spécificité du Mexique tient, elle, à une activité politique et militante intense pour reconnaître la singularité des meurtres et des violences faites aux femmes dans un contexte de conflit (Russel, 2001).

Une des grandes réussites du mouvement féministe mexicain a été d'étendre le concept de féminicide à l'ensemble du pays et de le sortir du contexte spécifique de Ciudad Juárez. Cette spécificité mexicaine se marque aussi dans la dialectique relationnelle avec un État présumé fort, un État globalement androcentré qui associe à la violence délictueuse une violence d'État et une répression militaire dans les zones les plus reculées du pays. La réponse de l'État a donc été dans le surarmement et le déploiement de l'armée qui, comme nous l'avons vu, occupe aujourd'hui le territoire avec une fonction de police absente de la constitution mexicaine. Les hommes en armes de l'État répondent aux hommes en armes des trafiquants de drogues. Le nombre de morts considérables que ces oppositions occasionnent quotidiennement (12 900 pour l'année 2011) laisse peu de place aux assassinats de femmes mais aussi à une quelconque visibilisation de la fragilité accrue des femmes à la violence dans le contexte d'impunité actuelle. À Ciudad Juárez les féminicides n'ont fait que s'accroître avec la présence massive de l'armée dans cette ville. Plus de 700 cas de violences et abus (le plus souvent des viols) furent identifiés par les organisations de défense des droits humains dans la ville (Cruz Jaimes, 2012a). Une mère de victimes d'exactions de l'armée analysait parfaitement la situation qui sévit dans la ville la plus militarisée du pays :

Ils assassinent les femmes parce qu'elles sont [selon les militaires] prostituées et les jeunes parce qu'ils sont de supposés membres de gangs (Cruz Jaimes, 2012b).

La réponse de l'État a consisté en une escalade de violences qui touchent plus durement les populations civiles que les organisations criminelles, lesquelles se sont fractionnées en un plus grand nombre de cartels et sont très violemment opposées les unes aux autres pour le contrôle territorial des zones de passage vers les États-Unis. Cette réponse armée n'a fait qu'accroître les problèmes de violence envers les femmes et l'impunité, les soldats reconnus auteurs de viols et tortures étant rarement condamnés. Il est également difficile de définir des positions claires au sein du gouvernement fédéral vis-à-vis de la dynamique de violence qui touche spécifiquement les femmes. Les prises de position sur les problématiques de genre furent, durant les six années de mandat de Felipe Calderón, officiellement progressistes et prônant la défense de la santé des femmes mais la réalité des coupes budgétaires et de l'action de l'État viennent contredire la plupart des déclarations « pro-genre » du président et de son parti. Mais lorsque F. Calderón évoque les femmes, ce sont surtout les mères et les « piliers du foyers » qu'il vise :

Je veux saluer celles qui sont enceintes parce que l'idée, c'est que vos bébés, vos filles et garçons, naissent bien et avec tous les soins. [Il poursuit] : les femmes sont le pilier du foyer et de la maison ; le soutien psychologique, affectif, spirituel et, bien souvent, économique et social, de la famille (Lagunes, juin 2009).

Dans l'optique familialiste du Parti Action Nationale (PAN), les femmes sont mères et chefs de famille avant toute chose. Ainsi les politiques, au niveau national, alternent entre déclaration familialistes bienveillantes et réalité des priorités politiques qui semblent hautement antithétiques. Une des principales avancées fut la Ley General del Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia (LGAMVLV), votée début 2007¹⁵. Cette loi cadre s'imposant à tous

¹⁵ http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lgamv/v/LGAMVLV_orig_01feb07.pdf (20/06/2013).

les États (loi générale supérieure aux lois provinciales) devait permettre le renforcement de l'accès à la justice et à l'obtention d'aides pour toutes les femmes victimes de violences. La mise en place de programmes de coordination des efforts entre les diverses institutions étatiques fut le principal objectif du texte. Cinq années après sa promulgation, force est de constater que les moyens financiers et matériels n'ont pas suivi l'ambition initiale. Plusieurs ministères ont vu les fonds alloués aux programmes prévus par la loi supprimés dès 2009 et les fonds alloués à la santé reproductive et à la prévention de la violence destinés à la Secretaria de Gobernación furent diminués de 30% (García Martínez & Cruz Jaimes, 2012). Il semble difficile de considérer, dans ce contexte, que le respect de l'État envers ses propres engagements à combattre les violences de genre soit effectif. L'échelle des priorités est plus aisée à trouver au sein des lois de finance qu'au cœur du discours présidentiel. Face à l'État, engagé dans un procès de militarisation accrue des relations avec la population, les militantes s'efforcent d'informer et de construire les bases d'une critique documentée de l'abandon des femmes à leur sort.

Militer pour un État de droit dans une nation en guerre

La « perspective de genre » fut une victoire féministe des années 1990 vis-à-vis des politiques publiques. Les activistes, universitaires, femmes politiques et syndicalistes qui ont porté l'inclusion du genre au cœur des priorités politiques fédérales et locales connaissent un contexte relativement plus hostile qu'il y a une quinzaine d'années. Les finances étaient bien plus prospères dans les années 1990, lorsque les fondations philanthropiques étasuniennes dépensaient des millions pour la préparation des grandes conférences onusiennes du Caire et de Beijing (Caulier, 2012). De nombreuses ONG connurent rapidement des problèmes financiers au milieu des années 2000 et la nécessité de sécuriser des fonds amena à des rapprochements (Caulier, 2011) accrus avec les collectivités locales afin de vivre d'une sous-traitance des programmes publics locaux. La fonction critique des ONG a donc globalement souffert de cette nouvelle donne ces dernières années.

Seules les grandes ONG de Mexico ont encore les moyens de produire études documentées et lobbying auprès des député-e-s et leaders politiques. Cependant, la portée des actions militantes auprès de l'État ne peut que rester fort limitée. Loin d'être un partenaire dans la lutte contre les féminicides, le gouvernement de droite, très proche de l'Église, s'est peu attelé à attaquer spécifiquement les violences et meurtres de femmes. Les militantes qui furent conviées au sein des institutions étatiques ne restèrent pas longtemps en poste et leur action eut peu d'impact, faute de moyens réels engagés.

Le cas de la féministe historique et défenseuse des droits humains Mariclaire Acosta Urquidi est représentatif des efforts initiaux du gouvernement de Vicente Fox, rapidement abandonnés, suite à des pressions multiples. Mariclaire Acosta est une militante de longue date, issue d'une famille de diplomates et de scientifiques de renom. Elle est entrée fort tôt dans la balbutiante section mexicaine d'Amnesty International tout en restant directrice du département de sociologie de la faculté de sciences politiques. Universitaire et activiste, elle opta graduellement pour son engagement pour les droits humains. Elle fut une des fondatrices de la Commission mexicaine de défense et promotion des droits humains (CMDPDH) qui joua un important rôle dans plusieurs cas de prisonniers politiques comme celui du général Gallardo. Mariclaire Acosta fut également une féministe de la première heure qui participa activement à la revue historique *Fem*. Militante des droits humains au Mexique, Mariclaire Acosta a fait profiter la Commission mexicaine de ses soutiens internationaux et notamment de ceux d'Amnesty International. Elle fut, à l'arrivée au pouvoir de la droite, ambassadrice spéciale pour les droits humains et la démocratie rattachée aux Affaires étrangères. Mais en l'absence de réel soutien de la part du gouvernement Fox, elle démissionna. Menacée par des personnalités politico-narcotrafiquantes, et peu soutenue par le gouvernement de Vicente Fox, elle est ensuite entrée comme conseillère spéciale sur les affaires de société civile et de droits humains auprès du secrétaire général de l'Organisation des États américains. Une bonne part des pressions politiques qu'elle eut à subir concernait

justement les enquêtes en cours sur les disparitions de Ciudad Juárez et sur l'implication de la police et des élus locaux. Felipe Calderón fut, lui, encore moins enclin à s'ouvrir à des militantes, proches de la gauche de la capitale dans leur majorité. Les liens se sont largement distendus avec l'administration fédérale ces dernières années dans la plupart des domaines impliquant genre et femmes. La lutte idéologique opposant la droite catholique, le PAN, au parti progressiste de gauche, le PRD, s'est cristallisée autour de la dépénalisation de l'avortement dans le Distrito Federal de México et la légalisation du mariage pour les personnes de même sexe. Conséquemment, plusieurs États dirigés par le PAN déclarèrent inconstitutionnelle toute dépénalisation de l'avortement et renforcèrent les peines contre les femmes ayant avorté. Ces victoires circonscrites à la capitale sont à mettre au crédit de nombreuses féministes et militants gays d'ONG qui sont proches de personnalités politiques comme Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), candidat à la présidentielle en 2006 et 2012 et Marcelo Ebrard Casaubon, le gouverneur de la capitale.

Certaines militantes féministes comme Marcela Lagarde devinrent même députée du PRD et purent influencer un peu sur les positions nationales du Parti, bien que les effets se fissent sentir plus à Mexico qu'en province. Marcela Lagarde, anthropologue et militante communiste célèbre des années 1970, est ainsi devenue l'une des principales porte-parole féministes dénonçant la corrélation entre guerre contre les trafiquants de drogue et augmentation des violences faites aux femmes. Jouissant d'une certaine renommée en Espagne, elle tente d'avertir médias européens et mexicains de la situation critique de violences faites aux femmes¹⁶. Enfin, l'existence de l'ONCF, soutenu par de nombreuses ONG dans le pays a permis la réunion de nombreuses sources d'information et d'éléments statistiques. De même, sa principale fonction reste de fournir des arguments aux activistes et de fournir les données aux journalistes qui souhaitent écrire sur le sujet. La principale

¹⁶ http://www.google.com/hostednews/epa/article/ALeqM5igVLPeEP6WF EjqbN3UX_GVCXGxRw?docId=1518815 (25/06/2013).

personnalité de l'ONCF, l'avocate Yuridia Rodriguez Estrada, témoigne largement auprès des médias locaux et nationaux.

L'activisme, le risque pour soi et l'État

La dénonciation des violences envers les femmes, comme de toutes les violences au Mexique, fait peser un risque considérable sur les militant-e-s et sur les journalistes. Les assassinats d'activistes et de journalistes se multiplient et ne font que renforcer le climat général de violence sans parvenir à médiatiser plus la situation critique des féminicides dans le pays. La protection des défenseur-e-s des droits humains constitue également un impératif politique face au peu de réaction de l'État. Les journalistes et défenseur-e-s des droits humains sont parfois contraints à l'exil étasunien et perdent subséquemment une partie de leur capacité à peser sur les autorités mexicaines. Amener l'augmentation récente des féminicides et des violences faites aux femmes au cœur de l'agenda politique semble chaque jour plus difficile face à l'extraordinaire violence, souvent télévisée, des combats entre cartels et forces de l'État. Les engagements pris en faveur des femmes souffrent également des recompositions des priorités budgétaires et de politique générale. Les crédits destinés aux programmes « avec perspective de genre », comme de nombreux programmes sociaux, ont subi des coupes sévères ces dernières années et la crise économique n'a fait qu'accentuer un contexte déjà largement hostile aux politiques avec perspective de genre.

L'enfoncement dans la crise est tel que les élections présidentielles de l'été 2012 ont ramené au pouvoir le PRI et peut-être donné une nouvelle tournure aux relations entre le gouvernement fédéral et les potentats narcotrafiquants du pays. Il semble, néanmoins, peu probable que ce changement politique soit favorable : le PRI est un parti largement discrédité par ses accointances nombreuses avec les criminels et qui agit peu en faveur des politiques de genre dans les provinces qu'il dirige. Il semble que les politiques publiques avec perspective de genre aient peu de chance d'être prioritaires pour le prochain gouvernement fédéral, qui sera dirigé par le PRI. Premières

victimes collatérales des combats et du désengagement financier de l'État, les femmes sont plus que jamais un enjeu politique, que ce soit à travers la possession de leur corps par les militaires, censée punir les habitants de supposées collusions avec les trafiquants, ou par le vote de lois biopolitiques d'inspiration religieuse qui criminalisent leurs choix reproductifs. Objets de violence armée et symboles glorifiés de la maternité et de la famille, les femmes existent pourtant en tant qu'actrices politiques et activistes mais leurs voix ne semblent pas porter jusqu'aux plus hautes instances de l'État.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AZAOLA E., 2008. *Crimen, Castigo y Violencias en México*. FLASCO, Quito.
- BARRERA BASSOLS D., 2005. « El DIF municipal y la equidad de género », <http://www.cimacnoticias.com.mx/noticias/05abr/s05042608.html> (02/08/2012).
- BERGMAN HARFIN M., DURÁN A. A., 2011. « Mucho gasto y resultados inciertos. El costo creciente de nuestra policía federal ». México, CIDE.
- CASTRO R., 2004. *Violencia contra Mujeres Embarazadas*. Cuernavaca, CRIM-UNAM.
- CASTRO R., CASIQUE I., 2011. *Violencia en el noviazgo entre los jóvenes mexicanos*. Cuernavaca, CRIM-UNAM.
- CAULIER M., 2009. « Le genre des Mexicaines », *Revue Tiers Monde*, 200 : 805-820.
- CAULIER M., 2011. « La conquête du genre au Mexique », *Journal des anthropologues*, 124-125 : 117-136.
- CAULIER M., 2012. « L'antiféminisme des "populationnistes" », *Cahiers du Genre*, 52 : 97-118.
- CENTRO DE INVESTIGACIÓN ECONÓMICA Y PRESUPUESTARIA, 2011. *Aspectos Relevantes del Paquete Económico 2012*. México.

CIMACNOTICIAS, 2001. « Fox usa para su beneficio la perspectiva de género : Marta Lamas ».

<http://www.cimacnoticias.com.mx/noticias/02jun/s02062502.html>
(02/07/2013).

COMISIÓN ESPECIAL para el **SEGUIMIENTO** de los **FEMICIDIOS**, **CÁMARA de DIPUTADOS**, **LXI LEGISLATURA**, 2011. « *Femicidios en México. Aproximaciones y Cambios 1985-2009* », in *Mujeres y ONU Mujeres*, México.

CONTRERAS S., 2013. « La tasa de feminicidios en México repunta de forma alarmante », *Excelsior*, 13/02/2014.

CRUZ JAIMES G., 2012a. « Insuficiente la aplicación de la prueba de VIH/sida en mujeres », *Cimacnoticias*. <http://www.cimacnoticias.com.mx/site/12010908-Insuficiente-la-apl.48709.0.html>
(29/06/2013).

CRUZ JAIMES G., 2012b. « Exigen a presidenciables postura clara sobre saludreproductiva », 12/06/2012, <http://fundar.org.mx/mexico/?p=7164> (14/02/2013).

GARCÍA MARTINEZ A., **CRUZ JAIMES G.**, 2012. « Dejó 2011 cúmulo de rezagos para las mujeres », *Cimacnoticias*. <http://www.cimacnoticias.com.mx/site/12010908-Insuficiente-la-apl.48709.0.html> (22/06/2013).

HERNÁNDEZ CASTILLO A., 2008. « Violencia de Estado, violencia de género en Atenco », *Memoria: revista mensual de política y cultura*, 208, <http://memoria.com.mx/node/815>
(29/06/2012).

INMUJERES, 2003. *Programa Nacional por una Vida sin Violencia 2002-2006*. México.

INMUJERES, 2008. *Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia*. México.

INMUJERES, 2008. *Programa Nacional para la Igualdad entre Mujeres y Hombres 2008-2012*. México.

INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, GEOGRAFÍA e INFORMÁTICA, 2004. *Encuesta Nacional sobre la Dinámica de las Relaciones en los Hogares 2003*. México.

- LAGARDE Y., DE LOS RIOS M., 1990. *Los cautiverios de las mujeres: madre, esposas, monjas, putas, presas y locas*. México, Universidad Nacional Autónoma de México.
- LENOIR R., 2003. *Généalogie de la morale familiale*. Paris, Seuil.
- OBSERVATORIO NACIONAL CIUDADANO del FEMINICIDIO en MÉXICO, 2008. *Una mirada al feminicidio. 2007-2008*, ONCF. México.
- OBSERVATORIO NACIONAL CIUDADANO del FEMINICIDIO en MÉXICO, 2010. *Una mirada al feminicidio. 2009-2010*, ONCF. México.
- PISSOAT OL., 2000. « La violence homicide en Colombie », *Mappemonde*, 60(4) : 1-6.
- RADFORD J., RUSSEL D. E. H., 1992. *Femicide. The Politics of Woman Killing*. New York, Twayne Publishers.
- RAVELO R., 2011. *El Narco en México*. Madrid, Grijalbo.
- REYES TEPACH E., 2009. *El presupuesto publico federal para la función salud, 2009-2010*. México, Servicios de investigación e análisis, subdirección de economía.
- ROLDÁN M., 2002. *Blood and Fire: La Violencia in Antioquia, Colombia, 1946-1953*. Durham, Duke University Press.
- SECKINELGIN H., 2012. *International Security, Conflict and Gender: HIV/AIDS is Another War*. Londres, Routledge.
- VALDEZ J., 2011. *Los Morros del Narco*. México, Aguilar.

Résumé

Le genre comme concept d'entendement des problématiques sociales et comme catégorie d'action pour les politiques publiques a connu un développement remarquable dans les années 1990. Bénéficiant de militantes et d'expertes engagées dans la modification des politiques publiques, le contexte mexicain fut propice à la création d'institutions et de programmes sociaux adoptant une « perspective de genre ». Cependant, la violence armée et sa réponse étatique ont progressivement conquis les espaces politique et médiatique mexicains et relégué les politiques avec perspective de genre loin dans l'ordre des priorités de l'action publique. Cet article analyse

les éléments de la problématique en faisant porter la focale sur le peu d'attention politique portée au(x) féminicide(s), sur les restrictions budgétaires touchant les politiques publiques du genre et sur les difficultés militantes à influencer sur les politiques actuelles depuis l'arrivée au pouvoir du Partido Acción Nacional (PAN) en 2000 puis, avec le retour du Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI) à la tête de l'État en 2012.

Mots-clefs : Mexique, genre, État, politiques de santé, violence, féminicide.

Summary

Wartime Gender Politics in Mexico.

War Against Drug Trafficking and the Politics of Gender in Mexico

Gender as a concept of understanding of social issues and as a category of action for public policy has undergone a remarkable development in the 1990s in Mexico. Relying on activists and experts involved in changing public policies, the Mexican context was conducive to the creation of institutions and social programs adopting a «gender perspective». However, armed violence and state response gradually conquered the Mexican political and media spaces. This contributed to the relegation of policies with a gender perspective far away in the order of priorities of public action. This article analyzes the elements of the problem by shifting the focus on the little political attention devoted to femicides. Budget cuts have affected public gender policies and activists now find it difficult to influence current public policy since the coming to power of the Partido Acción Nacional (PAN) in 2000, and the return of the Party of the Institutional Revolution (PRI) at the head of the state in 2012.

Key-words: Mexico, gender, State policy, Health programs, violence, femicide.

* * *